

Réglementation ESG en Chine : Un paysage émergent et évolutif



CHINE

I. INTRODUCTION

Le cadre ESG (Environnemental, Social et de Gouvernance) gagne de plus en plus de reconnaissance en tant qu'approche d'investissement et principe directeur de la conduite des entreprises à l'échelle mondiale. En ce qui concerne l'investissement, l'ESG se concentre sur la performance d'une entreprise en matière d'aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance, plutôt que de se concentrer uniquement sur des critères financiers classiques. Au niveau des entreprises, l'ESG représente la pratique consistant à intégrer les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance dans les processus de gestion et d'organisation.

Alors qu'il n'existe pas de cadre unifié pour définir les composantes spécifiques du contenu ESG, il apparaît également des disparités au niveau des critères ESG dans ce qui est requis par les autorités de réglementation ou la Commission boursière pour leur divulgation. De même en ce qui concerne les normes de divulgation ESG publiées par les organisations internationales et les indicateurs de référence utilisés par les agences de notation ESG.

Néanmoins, il existe des thèmes communs, qui comprennent généralement :

- Environnement (E) : couvrant des aspects tels que les émissions de gaz à effet de serre, la pollution de l'air et de l'eau, l'efficacité énergétique, la gestion des ressources en eau et en terres, la biodiversité, la production propre, la construction écologique et les énergies renouvelables.
- Social (S) : englobant le bien-être des employés, les conditions de travail, la diversité et l'inclusion, la sécurité et la qualité des produits, la sécurité des données, la publicité responsable, les relations avec les consommateurs, les normes de travail dans la chaîne d'approvisionnement, la protection des droits de l'homme, l'engagement communautaire et les activités philanthropiques.
- Gouvernance (G) : aborde la lutte contre la corruption, la lutte contre la fraude, la lutte contre le blanchiment d'argent, l'éthique des affaires, la gestion des risques, la protection des droits des actionnaires, la structure de gouvernance, la composition du conseil d'administration, la fiscalité et les systèmes de rémunération.

En Chine, bien que le concept d'ESG vienne de l'étranger, il a gagné du terrain en raison de son alignement avec l'impératif du développement économique durable et de l'équité sociale. Cet engagement a été renforcé en 2020 lorsque le président Xi Jinping a prononcé un discours historique lors de la 75^{ème} Assemblée générale des Nations Unies, s'engageant à atteindre le pic des émissions de carbone d'ici 2030 et la neutralité carbone d'ici 2060, résumant l'ambitieux objectif «de double carbone». Cet engagement a ensuite été intégré dans le «Rapport sur le travail du gouvernement», encourageant de plus en plus d'entreprises à accorder la priorité aux considérations ESG pour obtenir le soutien du gouvernement. De plus, le rapport au 20^{ème} Congrès national du Parti communiste chinois a souligné l'importance de promouvoir la prospérité commune au nom de l'équité sociale.

En 2022, la Chine a progressé dans le domaine de l'ESG. Notamment, 99 organisations de gestion d'actifs chinoises sont devenues signataires des Principes pour l'Investissement Responsable des Nations Unies (PRI). De plus, 28.5 % des entreprises cotées en A en Chine ont publié des rapports liés à l'ESG.

II. APERÇU RÉGLEMENTAIRE

Depuis la création d'un système de finance verte en 2016, les réglementations ESG en Chine ont pris de l'ampleur, principalement grâce à l'engagement du pays en faveur du pic des émissions de carbone et de la neutralité carbone.

Voici un bref calendrier des principaux développements réglementaires ESG en Chine :

- Août 2016 : Sept autorités, dont la Banque populaire de Chine et la Commission de réglementation des valeurs mobilières de Chine, ont publié les *«Orientations sur la construction d'un système de finance verte»*, posant les bases de la divulgation obligatoire d'informations environnementales par les entreprises cotées.
- Juin 2017 : La Commission de réglementation des valeurs mobilières de Chine et le Ministère de la Protection de l'Environnement ont signé un accord de coopération visant à faire progresser collectivement la mise en place d'un système obligatoire de divulgation d'informations environnementales par les entreprises cotées.
- Septembre 2018 : La Commission de réglementation des valeurs mobilières de Chine a franchi une étape significative en révisant le *«Code de gouvernance des entreprises cotées»*, posant ainsi les bases de la divulgation d'informations en matière de responsabilité environnementale, sociale et de gouvernance (ESG).
- Novembre 2018 : L'Association chinoise des fonds d'investissement en valeurs mobilières a introduit les *«Lignes directrices pour l'Investissement Vert (Essai)»*, fournissant une définition claire de l'investissement vert, spécifiant sa portée et ses objectifs, offrant des orientations sur la réalisation d'investissements verts et présentant un cadre d'évaluation de l'impact environnemental des cibles d'investissement.
- Juin 2021 : La Commission de réglementation des valeurs mobilières de Chine a révisé les normes de format des rapports annuels et semestriels, en mettant davantage l'accent sur la protection de l'environnement et la responsabilité sociale.
- Mai 2021 : Le Ministère de l'Écologie et de l'Environnement a publié les *«Mesures de gestion pour la divulgation légale des informations environnementales par les entreprises»*, obligeant les entreprises fortement polluantes éligibles, les entreprises cotées en bourse, les entreprises d'examen de la production propre et les entreprises émettrices de titres à divulguer des informations environnementales.
- Février 2022 : Quatre ministères chinois, dont la Banque populaire de Chine, ont publié le *«Plan de développement de la normalisation financière dans le 14e plan quinquennal»*. Ce plan énonce des tâches clés, notamment le développement de normes de titres verts, la formulation de normes de divulgation d'informations environnementales pour les entreprises cotées en bourse et les entreprises émettrices de titres, et la mise en place d'un système de normes d'évaluation ESG.
- Mai 2022 : La Commission de surveillance et d'administration des actifs d'État a dévoilé un plan nommé *«Amélioration de la qualité des entreprises publiques centrales détenant des entreprises cotées»*, offrant des orientations approfondies pour améliorer la performance des entreprises publiques centrales qui détiennent des entreprises cotées. Un objectif majeur fixé dans ce plan est de garantir que toutes les entreprises cotées par des entreprises publiques centrales publient des rapports spécifiques sur l'ESG d'ici 2023.

En plus de ces réglementations spécifiques à l'ESG, plusieurs autres lois chinoises intègrent des éléments liés à l'ESG, notamment la «Loi sur les sociétés», la «Loi pénale», la «Loi sur le travail», la «Loi sur le contrat de travail», la «Loi antitrust», la «Loi sur le blanchiment d'argent», la «Loi sur la concurrence déloyale», la «Loi sur la protection des droits et intérêts des femmes» et la «Loi sur la protection des mineurs». Par exemple, la «Loi sur la concurrence déloyale» impose aux opérateurs commerciaux l'obligation de remplir des responsabilités sociales, les empêchant d'utiliser des mesures illégales qui perturbent l'ordre de la concurrence sur le marché ou compromettent les droits et intérêts légitimes des consommateurs et d'autres opérateurs. De même, la «Loi antitrust» vise à améliorer le bien-être social en réduisant les pratiques monopolistiques, en favorisant un environnement propice à l'innovation et en protégeant les consommateurs, contribuant ainsi à la durabilité économique et sociale de la Chine.

Comme observé dans l'aperçu précédent, les réglementations ESG en Chine présentent les caractéristiques distinctives suivantes :

1. Surveillance dirigée par le gouvernement

Contrairement à de nombreux pays occidentaux où les cadres ESG évoluent souvent à partir d'initiatives du marché, l'approche de la Chine est largement dirigée par les régulateurs gouvernementaux. Les principales instances de réglementation, dont la Commission de surveillance et d'administration des actifs d'État, le Ministère de l'Écologie et de l'Environnement, la Banque populaire de Chine, la Commission de réglementation des valeurs mobilières de Chine, les bourses de valeurs et diverses associations, ont joué un rôle crucial dans la formation des réglementations et politiques ESG en Chine.

2. Transition progressive vers la divulgation obligatoire en terme d'ESG

Le cadre réglementaire ESG de la Chine maintient un équilibre entre des composants obligatoires et volontaires, avec une attention croissante à la divulgation obligatoire, en particulier pour les entreprises cotées en bourse. Notamment, le *Star Market* de la Bourse de Shanghai a déjà mis en œuvre des divulgations obligatoires de l'ESG. De plus, en avril 2022, Fang Xinghai, vice-président de la Commission de réglementation des valeurs mobilières de Chine, a laissé entendre l'orientation potentielle de l'obligation de divulgation obligatoire de l'ESG pour toutes les actions A afin de s'aligner sur les normes internationales. De plus, les entreprises publiques cotées (EPEC) réagissent activement à l'appel de la Commission de surveillance et d'administration des actifs d'État en faveur de l'intégration de l'ESG, avec pour objectif de s'assurer que toutes les entreprises EPEC intègrent les principes de l'ESG dans leurs opérations et leurs rapports d'ici 2023.

3. Hausse des tendances d'investissement et de financement ESG

Dans le secteur financier et de l'investissement, diverses associations ont introduit des lignes directrices et des politiques de financement vert, ainsi que des stratégies de gestion d'actifs basées sur les principes de l'ESG. Ces institutions, guidées par ces principes, peuvent choisir d'exclure les entreprises ESG sous-performantes de leurs portefeuilles d'investissement ou de réduire leurs investissements dans de telles entités. Les entreprises qui ne sont pas conformes aux principes de l'ESG pourraient rencontrer des défis financiers et d'investissement.

4. Cadre ESG en évolution

Bien que les politiques ESG de la Chine continuent d'évoluer, il subsiste une disparité perceptible par rapport aux systèmes réglementaires ESG plus complets des pays occidentaux, en particulier l'UE. Malgré l'accent croissant mis sur la divulgation de l'ESG, le manque de normes et de cadres de divulgation normalisés demeure un défi important en Chine.

III. DÉFIS ET TENDANCES

L'ESG, concept relativement nouveau en Chine, commence à attirer l'attention des entreprises et des investisseurs. Cependant, étant donné que la Chine en est aux premiers stades de développement de l'ESG, plusieurs défis importants se sont posés :

- *Sensibilisation limitée* : de nombreux acteurs du marché ne comprennent pas pleinement ses principes et ses pratiques.
- *Pratiques de divulgation diverses* : Les entreprises utilisent divers termes pour étiqueter leurs rapports liés à l'ESG, tels que «rapports de responsabilité sociale des entreprises», «rapports de développement durable» et «rapports d'impact des entreprises». Peu d'entre eux incorporent directement «ESG» dans le titre de leur rapport. En conséquence, ces rapports varient largement en termes de perspective, de composants requis et d'impact souhaité.
- *Pressions économiques* : L'impact de la pandémie de COVID-19 et les pressions économiques ont poussé de nombreuses entreprises à privilégier leurs intérêts commerciaux, parfois au détriment de la conformité ESG.

Cependant, à moyen terme, nous anticipons le développement de cadres de divulgation, d'évaluation, de financement et d'investissement ESG plus normalisés. Cette évolution a le potentiel de transformer la performance ESG en une métrique reconnue, tout comme les scores de crédit, permettant aux consommateurs et aux investisseurs de prendre des décisions éclairées axées sur un véritable engagement ESG plutôt que sur des considérations de prix.

Au fil du temps, une plus grande implication sur la protection de l'environnement est susceptible de motiver les entreprises à investir dans des technologies économes en énergie, entraînant des bénéfices à long terme. De plus, l'adoption de responsabilités sociales permettra non seulement d'améliorer la réputation d'une entreprise, mais aussi de renforcer la confiance des consommateurs, des investisseurs et des organismes de réglementation. Parallèlement, un engagement fort en matière de bonne gouvernance devrait contribuer de manière significative à la stabilité globale d'une entreprise.

En résumé, l'avenir de l'ESG en Chine est prometteur. On s'attend à une transition faisant passer d'une création de valeur à court terme vers l'établissement d'un cadre global et normalisé encadrant les pratiques.



Pour toute information complémentaire, merci de contacter :

LIU Yimin
Senior Associate - Shanghai Office
liuyimin@dsavocats.com

26 Octobre, 2023